

Premier Forum social européen à Florence du 5 au 10 novembre 2002

Il y a un an se déroulait le premier Forum mondial de l'Éducation à Porto Alegre, moment de présentations d'alternatives solidaires, populaires et démocratiques à la marchandisation de l'école, moment de contributions des différents mouvements sociaux, associatifs, syndicaux, moment d'appel à rencontres et actions, le forum proposait de construire un réseau mondial de luttes et de propositions « pour une éducation publique pour tous comme un droit social inaliénable, garantie et financée par l'État, et qui ne doit jamais être réduite à la condition de marchandise et de service, dans la perspective d'une société solidaire, radicalement démocratique, égalitaire et juste (1). » Ces contributions, propositions et perspectives furent présentées au Forum social mondial à Porto Alegre quelques mois plus tard.

Les menaces liées aux orientations libérales des Institutions européennes imposent l'analyse commune des politiques, des réformes entreprises dans chaque pays et d'organiser la résistance. Le Forum social européen a donc un rôle déterminant pour prolonger le Forum social mondial et intégrer les revendications spécifiques du Mouvement social européen. Un séminaire sur l'éducation trouve donc naturellement sa place dans ce lieu de confrontations et d'analyses des politiques européennes et mondiales, espace pouvant rebondir sur des perspectives d'action.

En Europe, l'éducation est de plus en plus en question pour dénoncer la marchandisation des savoirs et la destruction du service public, mais les recherches d'alternatives et expériences pédagogiques sont considérées avec méfiance puisqu'elles porteraient en elles des concepts chers au libéralisme tels que la liberté d'expression et l'autonomie. Concepts réduits à la capacité de jouissance et de pouvoir individuels, souvent au détriment de l'Autre, et laissant l'individu être son propre recours en l'abandonnant aux seules contingences de son environnement et de ses croyances.

Cette prudence, cette défiance même, n'étaient pas de mise à Porto Alegre et les militants de l'éducation populaire ont pu s'y reconnaître et prôner une pédagogie développant l'entraide et la solidarité, le refus de la compétition et de l'exclusion, l'accès à la culture et le rejet de la réduction des savoirs aux seuls besoins du marché du travail, une appropriation des connaissances coopérative et motivée par des projets individuels ou collectifs, la construction d'une pensée critique,

la participation des enfants, des éducateurs et des parents à l'organisation de leurs lieux de vie et d'apprentissages, la gestion des conflits par la parole et les débats...

Des pratiques coopératives pour une éducation populaire

L'école ne peut rien faire à elle seule, mais tant qu'elle reproduira les mêmes valeurs élitistes et d'exclusion, qu'elle aliénera l'individu, réduisant son idéal au seul consumérisme lui refusant ainsi toute utopie, une société solidaire ne verra jamais le jour.

L'éducation populaire est l'affaire de tous, citoyens et travailleurs. Chacun et avec d'autres doit pouvoir participer à l'éducation de tous, à partir de ses savoirs, de sa culture et de ses pratiques. C'est un droit universel qui peut vivre dans un ensemble éducatif cohérent où la formation initiale et permanente vise l'émancipation et le développement culturel de l'individu.

En cette période où le droit à l'éducation se réduit comme peau de chagrin par la peur de l'autre, de l'étranger, du jeune, où la pénalisation pénètre et s'immisce insidieusement dans les lieux de vie et d'apprentissages des enfants, où la nostalgie de l'école « 3^e République » contamine des enseignants sincères mais démunis, les militants des mouvements d'éducation populaire doivent résister et s'engager ensemble dans la valorisation des pratiques coopératives liées à l'éducation populaire.

Catherine Chabrun

(1) Charte de Porto Alegre pour l'Éducation publique pour tous. Forum mondial de l'éducation du 24 au 27 octobre 2001.